

Sport : l'imposture absolue

idées reçues sur l'« idéal » sportif

Michel Caillat

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. L'auteur les prend pour point de départ et apporte ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
EDITIONS

sommaire

Introduction11

Michel Caillat

Ancien professeur d'économie et de droit au lycée Jean-Zay d'Orléans, Michel Caillat est chercheur au CACS (Centre d'analyse critique du sport) et l'auteur de nombreux ouvrages de sociologie du sport. Il est lauréat du Mot d'Or de la Francophonie 2008.

Du même auteur

- *Pensées critiques sur le sport*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000.
- *Sport et Civilisation. Histoire et critique d'un phénomène social de masse*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000 [1996].
- *L'Idéologie du sport en France*, Montreuil, Éditions de la Passion, 1989.
- *Les Dessous de l'Olympisme*, Paris, La Découverte, 1984 (avec Jean-Marie Brohm).
- *L'Empire football*, Paris, Études et documentation internationales, 1982 (avec Michel Beaulieu et Jean-Marie Brohm).
- *Le Sport en miettes*, Orléans, Coopérative d'édition populaire, 1981.

Une trop belle histoire

- « L'activité physique n'est pas le sport. »21
- « Le sport a toujours existé. »29
- « La compétition est naturelle. »35
- « Le sport fait partie de la culture. »45
- « Le sport est éducatif. »51

Esprit où es-tu ?

- « Il y a trop d'argent dans le sport. »61
- « La corruption menace l'intégrité du sport. »75
- « Le fair-play est l'essence du sport. »87
- « Le dopage est une atteinte à l'éthique sportive. »99

Le record de leurres

- « Le sport est bon pour la santé. »115
- « Le sport prend en compte l'intérêt des enfants. »121
- « La pratique du sport est une victoire des femmes. »131
- « Le sport est un bon remède contre les maux de la société. »139

« La politique doit être bannie du sport. »147
« Le sport est intrinsèquement beau, pur et loyal. »161

Conclusion169
-----------------------------	-------------

Annexes

Glossaire175
Les principaux sigles et acronymes utilisés179
Pour aller plus loin181

« La politique doit être bannie
du sport. »

Puisque le sport ne constitue pas un secteur séparé du monde politique tout comme l'enseignement, la pratique du sport et le discours sur le sport doivent devenir des instruments de contestation, de démystification et de révolution.

Louis-Vincent Thomas, anthropologue (1922-1994)

Le 16 octobre 1900, dans l'éditorial du premier numéro d'un nouveau quotidien de la presse française qui s'attaque au dreyfusard Pierre Giffard, le directeur du journal *Le Vélo* né en 1892, on lit : « Il ne sera jamais à *L'Auto-Vélo* question de politique ». La règle d'or du journal est fixée pour toujours : ses successeurs, *L'Auto* en janvier 1903, puis *L'Équipe* en février 1946, insistent sur leur indépendance, sur la « substitution des passions sportives aux engagements politiques ». Ce type de discours se heurte très vite au réel. Le sport est toujours politique et cela de deux manières : d'une part, il est traversé par tous les enjeux politiques et diplomatiques d'une conjoncture historique donnée ; d'autre part, il constitue une vision politique du monde, sans s'avouer comme telle. La conjoncture historique, ce sont les deux guerres, c'est l'Allemagne en 1936, l'Argentine en 1978, l'URSS en 1980, l'Afrique du Sud pendant toutes ses longues années d'apartheid, la Chine libéricide des Jeux olympiques* de 2008, l'Euro* de football 2012 en Ukraine, pays condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme pour l'arrestation et la détention illégale de Ioulia Timochenko, l'ancienne Première ministre.

Inscrit dans les rapports de force internationaux, le sport vit au rythme des stratégies, des tensions et des conflits nationaux et internationaux. Supprimés pour cause de guerre en 1916, 1940 et 1944, les Jeux olympiques n'échappent pas aux convulsions de la planète. Exclue des compétitions à trois reprises (1920, 1924, 1948), l'Allemagne, éclatée politiquement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, se divise sportivement en octobre 1965 lorsque le CIO cède aux pressions du Comité national de la République démocratique. En URSS, c'est à la fin du règne de Staline que le pays met un terme à un très long isolement (1912-1952). Après les années de Guerre froide, les deux Grands dialoguent par athlètes interposés dans le cadre de la coexistence pacifique. En 1968, les Jeux de Mexico s'ouvrent par le massacre des étudiants sur la place des Trois-Cultures (300 morts). Pendant ces Jeux, pour protester contre la ségrégation raciale aux États-Unis, les athlètes noirs Tommie Smith et John Carlos lèvent le poing sur le podium et sont expulsés du village olympique. En 1972, 35 pays sont prêts à boycotter les Jeux si une équipe du régime raciste de Rhodésie est admise : « Tout cela est de la politique et nous ne sommes pas concernés par la politique. La Rhodésie participera » réplique M. Brundage, président du CIO, avant... d'exclure la Rhodésie ! L'attentat du commando palestinien « Septembre noir » à Munich, le retrait massif des pays africains en 1976 à Montréal, le boycott des Jeux olympiques de Moscou par quarante pays en 1980, la réplique soviétique en 1984 à Los Angeles illustrent le mythe de la détente. Le sport est un puissant outil de propagande dans des pays où l'on donne des « jeux » faute de donner du pain et des libertés. La politique est toujours au cœur du sport et de l'olympisme.

L'année 1936 aurait dû signer l'arrêt de mort définitif du mythe de la neutralité et de l'idéal de paix entre les peuples. Il n'en est rien. Le 9 juillet, l'Assemblée nationale vote les crédits que lui demande le gouvernement du Front Populaire de Léon Blum, et le 16 août, Pierre de Coubertin clôture les Jeux olympiques de Berlin, par ces mots : « Veillez à entretenir la flamme sacrée. Sous l'égide du drapeau aux cinq anneaux symboliques se sont forgées des ententes musculaires plus fortes que la mort même. L'histoire va continuer avec ses alternatives et ses luttes mais, peu à peu, la connaissance remplacera la redoutable ignorance ; une compréhension réciproque apaisera les haines irréfléchies. Ainsi se consolidera ce à quoi j'ai travaillé durant un demi-siècle. Que le peuple allemand et son chef soient remerciés pour ce qu'ils viennent d'accomplir. » Le spectacle peut continuer. Les persécutions antisémites, l'élimination des races dégénérées, l'épuration morale, l'agression des syndicats ouvriers les plus progressistes, toutes les actions militaro-policières et les opérations de propagande « pour une Allemagne nouvelle » sont considérées par le mouvement sportif et par les principaux partis politiques comme de simples fausses notes dans la préparation de la symphonie olympique.

Le sport est le seul domaine où le consensus est total. L'argument longtemps ressassé (« on ne mélange pas le sport et la politique ») étant usé jusqu'à la corde un autre plus fallacieux s'est imposé. Il est inscrit dans la Charte olympique : « La pratique du sport est un droit de l'Homme » (principe fondamental de l'olympisme). Ce retournement terrible permet de participer à des compétitions sportives dans tous les pays y compris ceux qui bafouent ouvertement les droits de l'Homme. Pour se dédouaner totalement, le

mouvement sportif use régulièrement du « raisonnement en chaudron », mauvais tour de passe-passe consistant en une série d'affirmations ou une accumulation d'arguments qui, loin de se renforcer, s'annulent parce qu'ils sont contradictoires. La Coupe du monde de football 1978 dans l'Argentine du dictateur Jorge Rafaël Videla (1925-2013) illustre parfaitement ce raisonnement : d'abord, « nous allons en Argentine, mais cela ne veut pas dire que nous cautionnons ce qui s'y passe »... Ensuite, « nous n'y allons pas en tant que citoyen pour regarder tout ce qui s'y passe, mais en tant que sportif dans un cadre précis »... Enfin, « grâce au sport, nous pourrions dénoncer des choses ». Au retour de Buenos Aires comme de Berlin et de Moscou, les questions sont les mêmes : qu'avons-nous fait, qu'avons-nous obtenu ? Pour les Jeux de Pékin, Nicolas Sarkozy se fait ambassadeur de l'olympisme et de la Chine. En avril 2007, le président de la République déclare : « Les Jeux olympiques, c'est un espace de liberté. Ça va contribuer à ouvrir la Chine et, naturellement, c'est de la pacification (...) Le sport est un fédérateur entre les hommes. » En août 2008, le jour de l'ouverture des Jeux, il invite les sportifs à « accompagner la Chine vers l'ouverture, la tolérance, vers le progrès, vers le respect des valeurs qui sont les nôtres (...) On ne boycotte pas un quart de l'humanité. » Fin 2009, les nouvelles venues de Chine montrent à quel point l'olympisme n'a servi ni la paix ni la tolérance : onze ans de prison pour un intellectuel dissident chinois et, pour la première fois depuis 1951, un Occidental est exécuté. En 2012, le site de la Ligue des droits de l'Homme montre que les Jeux ont permis de renforcer la répression. Le cas de l'avocat Gao Zhisheng, arrêté en 2006, est révélateur. Dans une lettre publiée en 2009, il détaille

« les tortures brutales et inhumaines qu'il a subies pendant les longues périodes de sa disparition ». La grande fête universelle n'était pas faite pour lui. Dans son rapport 2012, Amnesty international souligne que « les informations disponibles indiquent clairement que la Chine procède à elle seule à plus d'exécutions que tous les autres pays réunis ». À l'évidence, par leur présence, les meilleurs athlètes du monde entier ont une nouvelle fois cautionné un régime aux mains sales.

Sotchi, symbole de « l'idéal olympique »

Le 4 juillet 2007, la ville de Sotchi est élue par les membres du CIO pour organiser les Jeux olympiques d'hiver 2014 face à ses rivaux Pyeongchang (Corée du Sud) et Salzbourg (Autriche). Le choix surprend qui n'aurait en tête que la situation géographique de la ville. Située au bord de la mer Noire, dans la partie russe du Caucase, Sotchi est une station balnéaire qui compte près de 400 000 habitants. Son dossier s'appuie sur l'organisation des épreuves dans deux zones : la zone côtière et la zone de montagne situées à 48 km l'une de l'autre, soit à une trentaine de minutes en train par le biais d'une nouvelle ligne ferroviaire. Le parc olympique en bord de mer est réservé aux cérémonies et aux sports de glace (patinage, hockey), et les sites en montagne accueillent les disciplines de neige ainsi que le bobsleigh, la luge et le skeleton.

Les dirigeants politiques et sportifs russes ne cachent pas que les Jeux (du 7-23 février 2014) doivent permettre à Sotchi de devenir une destination mondiale, ultra moderne, ouverte au tourisme et au commerce en toute saison. Ils sont présentés comme les plus avancés techniquement, propres et respectant les valeurs de l'olympisme.

Ces premiers Jeux d'hiver pour la Fédération de Russie rappellent pourtant très vite les Jeux d'été tenus en Union soviétique, à Moscou en 1980. Les critiques d'ordre économique et écologique se multiplient, et beaucoup de voix s'élèvent pour dénoncer la dérive dicta-

toriale du Président Vladimir Poutine. Des appels au boycott se font entendre à l'approche de la « grande fête universelle. »

Sur le plan économique, les Jeux font grincer les dents de ceux qui constatent qu'ils sont les plus chers de l'Histoire. Le budget initial compris entre 9 et 12 milliards de dollars a explosé pour atteindre 36 à 38 milliards de dollars. Plusieurs raisons expliquent ce montant colossal : l'absence d'infrastructures de la ville choisie (72 ouvrages, sportifs ou non, sont construits), des devis élevés mais surtout des pots-de-vin records. Selon les estimations entre 30 et 50 % des fonds se sont perdus en corruption ! Au-delà de ce coût, ces Jeux ont aussi un autre prix : la mainmise d'une poignée d'oligarques milliardaires sur les travaux, le droit du travail bafoué, des travailleurs exploités, mal payés voire non payés, et des habitants expulsés. Victimes d'expropriations, ces derniers s'estiment lésés par un prix de rachat de leurs terres nettement au-dessous de celui du marché ; ils en veulent aux membres du CIO, parmi lesquels Jean-Claude Killy, qu'ils ont rencontrés dès 2009 : « Ils nous ont dit que nos droits seraient respectés. Ce n'est pas le cas. »

Sur le plan écologique, beaucoup de choix sont jugés suicidaires par des associations qui parlent de désastre environnemental en voyant certains chantiers dévaster une partie des forêts et des parcs côtiers.

La contestation politique est la plus forte et la plus relayée médiatiquement en dehors du pays organisateur. Dans son émission du 10 octobre 2013, « Du Grain à moudre » sur France Culture, Hervé Gardette pose la question : « Qui osera encore défier Poutine ? » Il fait état dans son introduction d'une lettre de Nadezhda Tolokonnikova, l'une des membres des Pussy Riot, condamnée à 2 années de camp en 2012 pour avoir interprété une « prière » anti-Poutine, dans laquelle elle décrit les conditions de détention : des journées de travail qui commencent à 7h30 pour s'achever après minuit ; des conditions d'hygiène déplorables ; des repas qui se réduisent à du pain rassis, du millet exclusivement rance et des pommes de terre toujours moisies. « Son témoignage renvoie instantanément à une époque où les dissidents allaient croupir au goulag. Comme si le système concentrationnaire soviétique n'avait jamais cessé d'exister » conclut le journaliste.

Enfermement d'opposants en asile psychiatrique, intimidation envers celles et ceux qui osent contester le pouvoir en place, chasse aux

travailleurs immigrés arrêtés et détenus dans des conditions inhumaines, droits de l'Homme bafoués quotidiennement, lois homophobes avec criminalisation de toute « propagande homosexuelle », mise en détention en septembre 2013 de militants de l'ONG Greenpeace pour avoir tenté d'aborder une plate-forme pétrolière du géant Gazprom, c'est dans cette Russie étouffante et liberticide que se préparent et se déroulent les Jeux de Sotchi.

Quelques voix s'élèvent au cours de l'année 2013 pour demander au CIO d'envoyer un message clair aux autorités russes afin que les détentions abusives cessent, et que les Jeux olympiques ne soient pas un écran de fumée derrière lequel un pouvoir en place peut attenter aux droits humains. Un appel au boycott de ces « Jeux de la honte » est lancé au cours de l'année 2012 par le COBOSO (Comité pour le boycott des Jeux olympiques de Sotchi 2014) sans véritable écho malgré l'appel d'intellectuels (Jean Ziegler, Patrick Tort, Annie Le Brun, Louis Sala-Molins, etc.). Il faut attendre plus d'un an pour que la presse française se saisisse modestement de la question. « Faut-il boycotter les Jeux olympiques d'hiver ? » s'interroge le quotidien *Le Monde* dans son édition du 19 août 2013. En 1980, période de la Guerre froide, un véritable débat sur la force d'un boycott avait eu lieu. Une trentaine d'années plus tard, le silence est dominant et les relais politiques et médiatiques pour se faire entendre manquent. Les hauts dirigeants (Barack Obama, David Cameron) et le gouvernement français par la voix de la ministre Valérie Fourneyron enterrent très vite l'idée d'un boycott en le jugeant inapproprié et en avançant l'éternel argument « qu'on peut mieux combattre les préjugés en participant plutôt qu'en boycottant ». Argument toujours démenti par les faits (les JO en Chine en 2008 en sont le dernier bel exemple). Quant à la position des athlètes soutenus par les structures fédérales, elle est simple et simpliste « Nous sommes sportifs. On se concentre sur les questions de sport. »

En accueillant la flamme olympique début octobre 2013, Vladimir Poutine déclare : « Aujourd'hui est une journée joyeuse et solennelle. La flamme olympique, symbole des compétitions sportives mondiales majeures, symbole de paix et d'amitié, est arrivée en Russie et partira dans quelques minutes sillonner notre grand pays. Je suis sûr que le relais enflammera le cœur de millions de personnes. » Discours habituel d'un Président résolu à masquer derrière l'évocation des « valeurs olympiques » d'amitié, de fraternité, de tolérance et d'égalité, une

politique répressive dénoncée régulièrement par toutes les organisations de défense des libertés (Amnesty international, Human Right Watch ou Reporters sans frontière). Le philosophe Vladimir Jankélévitch écrivait : « Les questions morales passent tout de même avant les questions musculaires. » Malheureusement, à Sotchi comme ailleurs (Berlin, Moscou, Pékin), la question dite sportive (comme si le sport pouvait être extrait de son environnement politique économique et social) l'emporte. La paix olympique est une fois encore la paix des prisons et la paix des cimetières.

Pour « jouer » en paix, le monde du sport évacue tout ce qui n'est pas directement sportif. On l'a vu pendant trente ans avec le (Paris-)Dakar avant que des événements politiques ne mettent un terme définitif au « rallye de la honte » – au moins sur le continent africain – en janvier 2008. On le voit quand l'association CAPJPO (Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient)-EuroPalestine lance sans grand écho médiatique un appel demandant à l'UEFA de retirer à Israël l'organisation du championnat d'Europe de football 2013 des moins de 21 ans pour sa répression des droits palestiniens (« On ne peut pas s'en foot ! », 2012). La compétition est finalement remportée par l'Espagne dans l'indifférence générale.

L'apolitisme c'est aussi la piètre défense de tous ces footballeurs courant sans état d'âme vers de nouveaux eldorados parmi lesquels la Tchétchénie. Dans ce pays, le dictateur Ramzan Kadyrov, « jouet macabre de Poutine », cherche à se donner une stature internationale en investissant dans le sport et en entretenant les meilleures relations avec les grands champions. Le boxeur Mike Tyson est accueilli le premier avec chaleur en 2005 et les footballeurs brésiliens

champions du monde (Bebeto, Romario) viennent ensuite appuyer la manœuvre du Président. En mai 2011, une équipe d'anciennes « stars », Maradona, Figo, Francescoli mais aussi Papin, Amoros, Barthez et Boghossian, se déplacent à Grozny pour un match de propagande favorable au régime. Ce « match qui dérange » selon la presse est vite oublié. Dans un entretien sur les « nouveaux magnats du football », la chercheuse Aude Merlin explique parfaitement la stratégie des dirigeants politiques et des oligarques des républiques de la fédération de Russie : « Le pouvoir de Moscou veut donner au monde l'image d'une Tchétchénie pacifiée, normalisée où il n'y aurait plus de violence. Le sport fait partie de cette stratégie, le football bien sûr mais aussi l'organisation des Jeux olympiques d'hiver qui doivent se dérouler à Sotchi en 2014 » (*Sport et Vie*, n° 130, janvier-février 2012).

Se donner une belle image internationale, c'est aussi l'objectif du Qatar qui cible ses investissements et cherche une certaine popularité à travers le sport. En devenant le premier pays arabe à obtenir l'organisation de la Coupe du monde de football en 2022, il a atteint un objectif majeur malgré la suspicion qui entoure sa désignation. Le pays crée l'événement en accueillant en décembre 2012 les Doha Goals, forum mondial du sport, qui attire les personnalités sans doute sensibles aux mots surannés de l'invitation : « Le sport nous unit à travers les frontières, les cultures et les croyances. » Nicolas Sarkozy soutient la manifestation en prononçant le sempiternel discours sur l'exemplarité du sport. Pays très traditionnaliste, le Qatar peaufine une image moderniste en Occident et trouve de merveilleux VPR avec les sportifs comme le président de l'IAAF (Fédération internationale d'athlétisme), Lamine Diack,

l'une des dernières personnalités reçues par l'émir Hamed Ben Khalifa Al-Thani en mai 2013. Fin juin, l'émir abdique et cède son poste à son fils, le prince héritier Tamim Ben Hamed Al-Thani, le « Monsieur sport » de l'émirat qui a conduit les négociations pour l'achat du Paris Saint-Germain. Mais quand le poète qatari Mohamed Rachid al-Ajami, incarcéré depuis 2011, est condamné à quinze ans de prison le 25 février 2013 pour avoir déclamé un texte hostile au Prince, la protestation du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius est étouffé par la voix des défenseurs sincères ou passifs d'un pays où les pétrodollars coulent à flots. Le silence complice des institutions sportives avec *Le Vilain Petit Qatar* (titre du livre de Nicolas Beau et Jacques-Marie Bourget) à propos des droits de l'Homme se lézarde légèrement quand *The Guardian* accuse le pays d'esclavagisme ou de travail forcé d'ouvriers. Le quotidien britannique rapporte notamment que 44 travailleurs népalais seraient morts entre le 4 juin et le 8 août 2013 sur les chantiers de construction des stades. Joseph Blatter se contente alors de souligner dans un langage très diplomatique : « La FIFA ne peut pas faire d'ingérence dans le droit du travail d'un pays mais ne peut l'ignorer. Lors d'une prochaine visite, j'en profiterai pour toucher deux mots sur les conditions de travail dans ce pays. » Perdant un moment sa redoutable langue de bois, il lâche une petite « bombe » le 19 septembre 2013 dans le quotidien allemand *Die Zeit* en reconnaissant que le choix du Qatar pour accueillir le Coupe du monde de football 2022 avait été « influencé par des intérêts politiques et économiques » ce qui est interdit par le règlement de la procédure de désignation.

Dans leur très grande majorité, les champions avouent ne pas s'intéresser à la politique alors que tous les élus politiques, à tous les niveaux, s'intéressent au sport. Sur ce thème, les différences entre les partis sont insignifiantes. Durant la campagne électorale de 2012 en France, Nathalie Artaud pour Lutte ouvrière et, à un degré moindre, Jean-Luc Mélenchon pour le Front de gauche se sont légèrement démarqués des autres sans s'attarder sérieusement sur une pratique et un spectacle qui mobilise pourtant des millions de personnes. Quelle que soit sa couleur politique, il ne faut jamais être en retard pour féliciter les champions nationaux victorieux ou vilipender les vilains garnements trop gâtés. L'affaire des insurgés de Knysna lors de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud est à cet égard révélateur de la médiocrité de la réflexion et de l'emballement politico-médiatique autour d'un événement finalement mineur. Les joueurs de l'équipe de France refusent de prendre part à la séance d'entraînement pour protester contre l'exclusion de Nicolas Anelka qui a insulté l'entraîneur Raymond Domenech. Déclarations innombrables et tapageuses des responsables politiques, réception du joueur Thierry Henry à l'Élysée par le Président Sarkozy, commission d'enquête, la France est en émoi dans une sorte d'unanimité hypocrite. Les auteurs de la « mutinerie » deviennent des boucs émissaires utiles pour rasséréner la communauté sportive.

Toujours au service de la représentation nationale, le sport favorise les desseins des pouvoirs en place. Le dépolitiser, c'est se faire le porte-parole de la neutralité des institutions et soutenir l'ordre établi. L'innocence n'existe pas quand il s'agit d'aller célébrer la fraternité olympique dans l'Allemagne hitlérienne ou de taper dans un ballon rond au

pays des tortures, des emprisonnements, des enlèvements et des assassinats quotidiens. Sous l'Occupation, il sert les intérêts du régime autoritaire de Vichy sans être gênant pour l'occupant qui voit en lui un anesthésiant efficace. Le devoir de mémoire est indispensable pour que soit clairement précisée la responsabilité des dirigeants, des journalistes et des champions qui acceptèrent (et acceptent encore) de se rendre dans des lieux où se télescopent les symboles fascistes et olympiques d'une part, les visées des pouvoirs dictatoriaux et sportifs d'autre part.

Mais le sport n'est pas seulement politique, il est une politique ; il imprègne les esprits par incorporation inconsciente de valeurs : le rendement, la compétition, le dépassement de soi, la loi du plus fort, le culte des chefs et des héros, l'apologie de la sélection, de la discipline, de la souffrance et du sacrifice, la volonté de grandeur, l'amitié virile, etc. Le sport est « foncièrement de droite » (Denis Tillinac) parce qu'il s'appuie sur l'idéologie libérale et façonne ses sujets de telle façon qu'ils soient fondamentalement accordés aux structures objectives du système en place. Il s'agit d'un vrai travail de domestication ayant pour effet de faire habiter le système par sa population et la population par le système sportif. Accorder au sport une dimension théorique, lui reconnaître un corps de doctrine non moins solide que tout autre mouvement politique ou social, admettre qu'il s'agit là d'un système de pensée comme les autres, exige une révision douloureuse de toute une série de raisonnements.

Dire du sport qu'il « peut servir à tout, à n'importe quel régime politique, n'importe quelle institution » (Alain Ehrenberg) c'est en faire un instrument neutre avec lequel on joue à sa guise ; or, il ne peut pas être mis au service de

fins différentes, ce qui explique son côté très consensuel. En France, les politiques sportives successives du Front populaire, du régime de Vichy, des pouvoirs gaulliste et socialiste ne diffèrent pas fondamentalement, même si le rôle de l'appareil d'État dans le sport s'est sensiblement renforcé après 1945. Ces politiques visent toujours des buts précis : stimuler le sentiment national, régénérer la race, lutter contre l'immoralité et la décadence des mœurs, montrer la supériorité d'un pays ou d'un système sur un autre, préparer un avenir radieux.

Tous les gouvernements saluent « leurs » champions et encouragent la pratique de masse et de haut niveau. La propagande sportiste, très largement alimentée par les médias, entraîne la mobilisation régulière des foules lors des grandes compétitions (Tour de France, Jeux olympiques, Coupe du monde de football, etc.). Avec ses millions de pratiquants et ses milliards de spectateurs et téléspectateurs, le sport est aujourd'hui le plus grand spectacle du monde, organisé comme une liturgie périodique populaire, dont la dimension politique ne doit pas être négligée.